

LES FOCUS ECO ELLISPHERE

LA DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE EN FRANCE

Procédures collectives
Créations et disparitions

FIN JUILLET 2026



ELLISPHERE
Trust. Powered by data



“ Rentrée 2026 : les entreprises françaises entrent en zone de turbulences „

Sommaire

Partie 1

Procédures collectives, créations et disparitions de société commerciale, pages 3 à 6

Partie 2

Profil des entreprises en procédure collective, pages 7 à 9

Partie 3

Méthodologie, page 10

Les procédures collectives en France

Fin juillet 2026

CHIFFRES CLÉS

France hexagone à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

71 694

Ouvertures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire directe

+5,2%

sur 12 mois glissants à fin juillet 2026

- 293 544 emplois menacés
- 148 997 emplois menacés dans les PME
- 57 666 emplois menacés dans les ETI, en hausse de 63,8 % sur un an
- 18 451 défaillances dans le BTP, soit 26,4 % du total
- 9 809 défaillances dans le secteur Café-Hôtellerie-Restoration
- IDE* national à 1 contre 1,2 fin 2025
- 273 458 créations pour 267 981 disparitions de sociétés commerciales
- IDE à 1,2 en Bretagne et dans les Hauts-de-France, contre 1,3 fin 2025
- PACA reste sous le seuil de renouvellement, avec un IDE* de 0,9

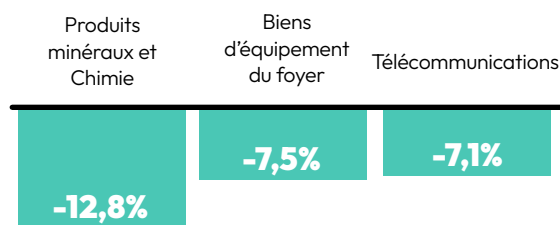
* Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) d'ELLISHERE, rapport entre nombre de créations et nombre de disparitions de sociétés commerciales

TOPS & FLOPS SECTORIELS

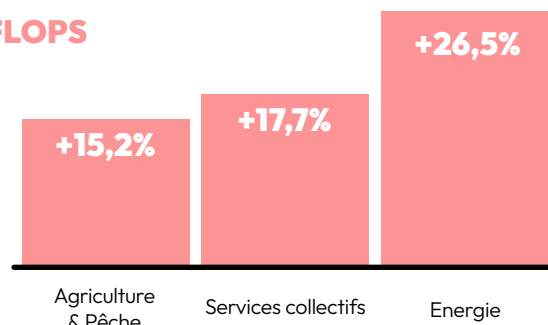
Les secteurs d'activité présentant les plus fortes évolutions du nombre de défaillances (RL/LJ)

En pourcentage, en France hexagone, sur 12 mois glissants à fin juillet 2026

TOPS



FLOPS



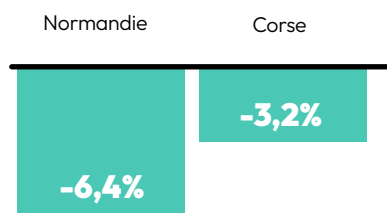
Source ELLISHERE

TOPS & FLOPS TERRITORIAUX

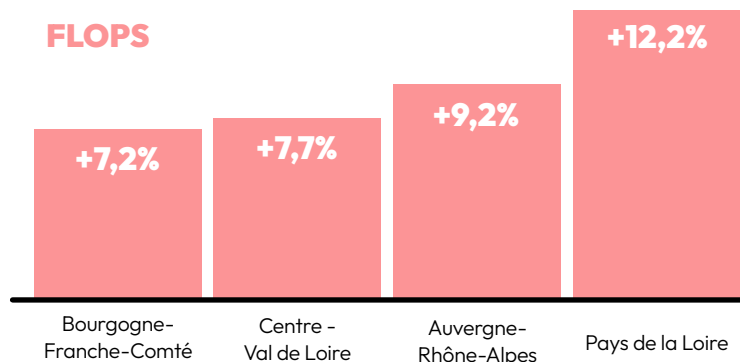
Les régions et territoires présentant les plus fortes évolutions du nombre de défaillances (RL/LJ)

En pourcentage, en France hexagone, sur 12 mois glissants à fin juillet 2026

TOPS



FLOPS



Source ELLISHERE

Les procédures collectives en France

2^{ème} trimestre 2026



PRÈS DE 72 000 DÉFAILLANCES : UN IMPACT CROISSANT SUR L'EMPLOI

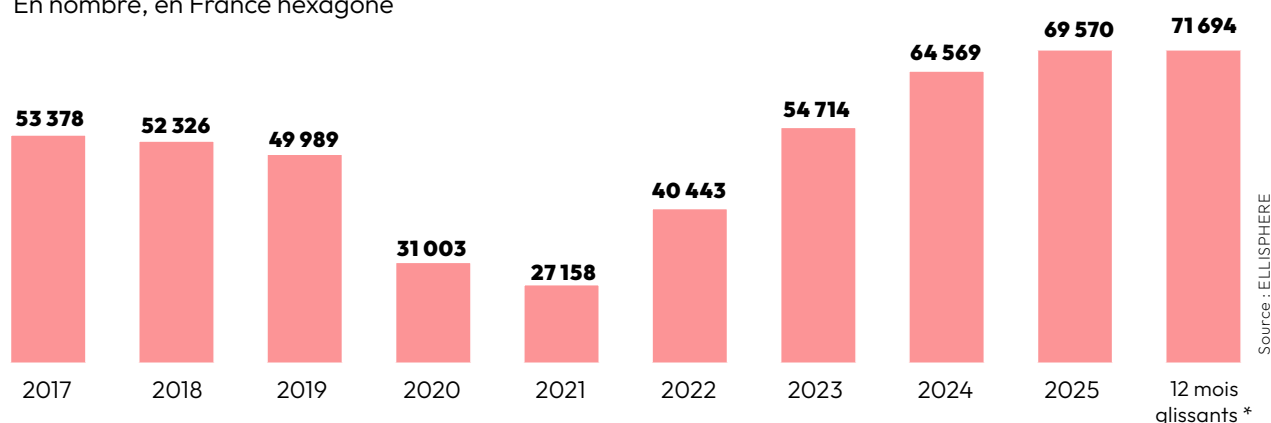
71 694 entreprises ont fait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire au cours des douze mois à fin juillet 2026, soit 5,2 % de plus qu'un an auparavant.

Ces défaillances représentent désormais **293 544 emplois** menacés sur 12 mois glissants.

Le rythme de progression des défaillances ralentit par rapport aux années précédentes, mais leur niveau reste historiquement élevé. Il ne peut plus être interprété comme le seul contrecoup de la période Covid.

Evolution des redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes depuis 2017

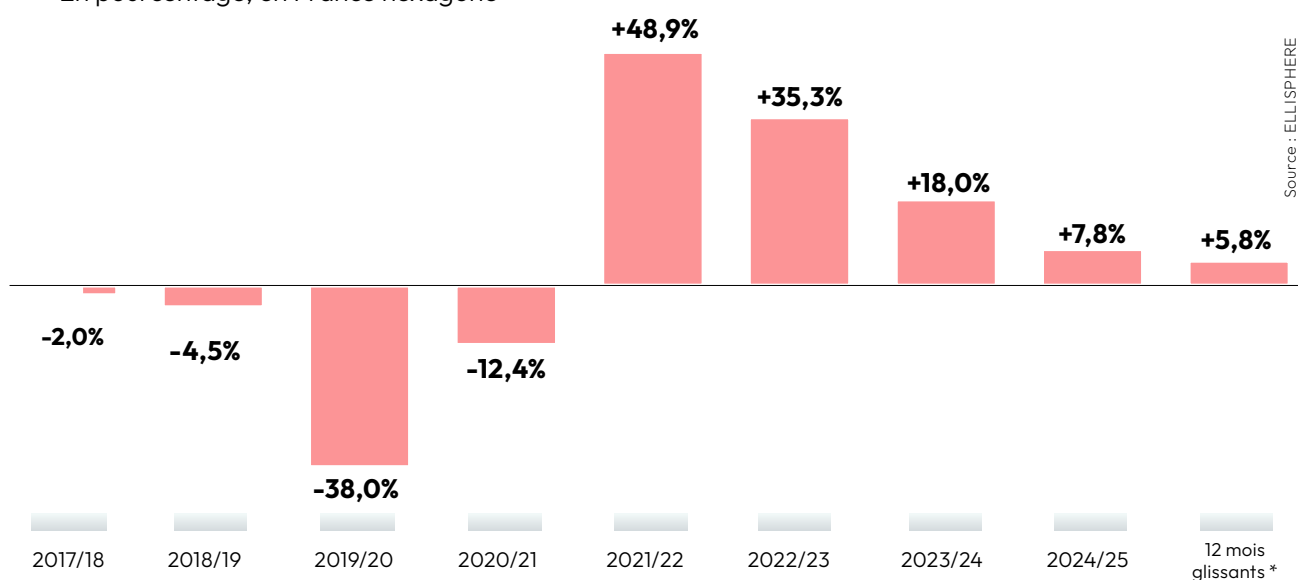
En nombre, en France hexagone



* Chiffres à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

Evolution des redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes depuis 2017

En pourcentage, en France hexagone

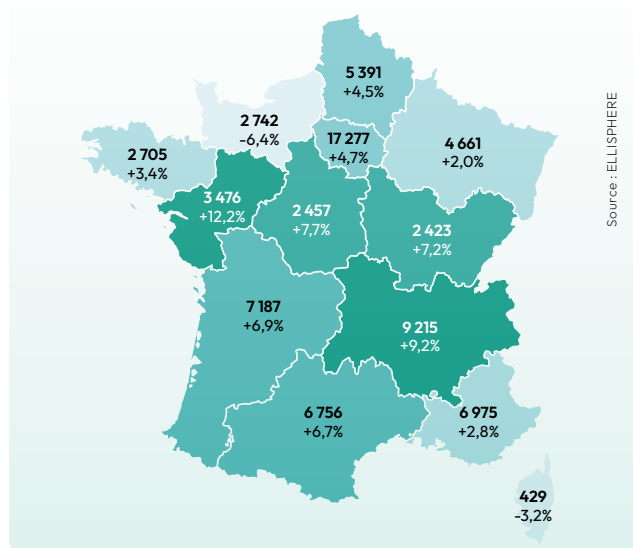


* Chiffres à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

Les procédures collectives en France

Fin juillet 2026

REDRESSEMENTS JUDICIAIRES ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES DIRECTES à fin juillet 2026, en nombre et évolution sur 12 mois glissants



Les TPE restent très largement majoritaires et représentent **86,7% des entreprises défaillantes**. Mais le nombre de procédures ne suffit pas à mesurer leur impact économique et social. Les PME (13% des défaillances) concentrent à elles seules **148 997 emplois menacés**, soit plus de la moitié du total.

Le phénomène est particulièrement visible pour les ETI. Elles ne représentent que **0,3% des entreprises défaillantes**, mais les procédures qui les concernent menacent **57 666 emplois, un nombre en hausse de 63,8% sur un an**. Un rappel de l'effet d'entraînement que peut avoir la défaillance de quelques entreprises de taille importante sur l'emploi, leurs fournisseurs, leurs sous-traitants et leurs territoires.



Derrière le nombre de défaillances, il faut regarder leur impact. La défaillance d'une PME ou d'une ETI peut fragiliser plusieurs centaines d'emplois, mais aussi tout un réseau de fournisseurs et de sous-traitants. La forte progression du nombre d'emplois aujourd'hui menacés montre que le coût économique et social des défaillances s'alourdit.



Max Jammot
Responsable du pôle économique chez ELLISPHERE

LE BTP, UN SIGNAL D'ALERTE POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

Avec **18 451 défaillances à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants**, le secteur Bâtiment et Travaux Publics (BTP) représente à lui seul **26,4% des défaillances françaises**.

Toutefois, le nombre de procédures y recule légèrement sur un an (-0,6%), mais reste à un niveau très élevé. Parallèlement, les comportements de paiement se détériorent en juillet : la construction enregistre une hausse de **8,1% de son retard moyen entre juin et juillet**.

Ce double signal mérite une attention particulière. Le bâtiment exerce un effet d'entraînement sur de nombreuses activités – matériaux, équipement, transport, services, sous-traitance – et constitue traditionnellement un indicateur important de la conjoncture. **La persistance des difficultés dans le secteur peut ainsi avoir des répercussions bien au-delà de la construction.**

D'autres activités enregistrent des augmentations significatives du nombre de défaillances sur un an : **+17,7% dans les services collectifs, +15,2% dans l'agriculture et la pêche, +15% dans les biens d'équipement industriels, +12,9% dans les services financiers et +10,4% dans les services aux entreprises.**

Les procédures collectives en France

Fin juillet 2026

LA RESTAURATION, JUSQU'ICI RÉSILIENTE, MONTRE À SON TOUR DES SIGNES DE TENSION

La restauration avait jusqu'ici fait preuve d'une résistance inattendue. **À fin mars 2026, son Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE)* atteignait encore 1,1, un niveau comparable à la moyenne nationale**, malgré la pression sur le pouvoir d'achat, la hausse des matières premières et les difficultés de recrutement. Le secteur continuait d'attirer entrepreneurs et repreneurs.

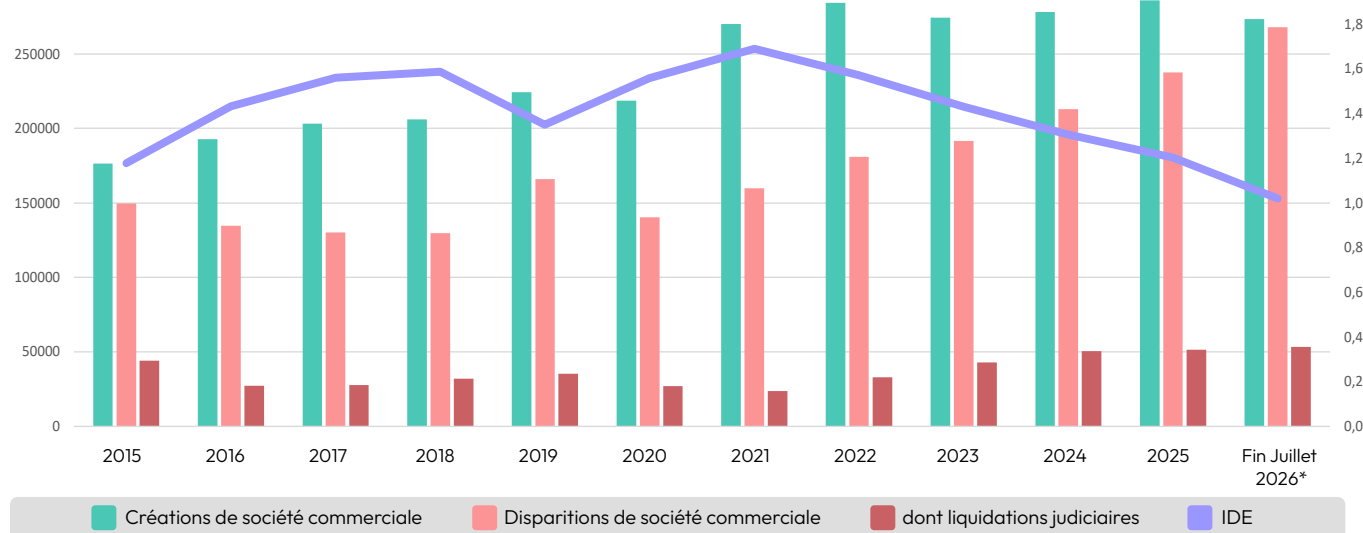
À fin juillet, plusieurs signaux invitent toutefois à nuancer cette résilience. Sur le périmètre Café-Hôtellerie-Restauration, **9 809 défaillances** ont été recensées au cours des douze derniers mois, en hausse de 8,3 % sur un an. La restauration traditionnelle concentre à elle seule 4 230 défaillances (+8,7%) et la restauration rapide 3 624 (+9,1%).

* Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) d'ELLISPHERE, rapport entre nombre de créations et nombre de disparitions de sociétés commerciales

Évolution des créations, disparitions et Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE)

En nombre, en France hexagone, par année depuis 2015

Source : ELLISPHERE



* Chiffres à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

L'IDE TOMBE À 1 : LE TISSU ENTREPRENEURIAL NE SE RENOUVELLE PRESQUE PLUS

Le troisième signal est plus structurel. L'Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) d'ELLISPHERE, qui rapporte les créations aux disparitions de société commerciale, **tombe à 1 à fin juillet, contre 1,2 fin 2025**. Sur les douze derniers mois, **273 458 sociétés commerciales ont été créées tandis que 267 981 ont disparu**. La France crée désormais quasiment autant de sociétés commerciales qu'elle en perd.

Cette détérioration résulte d'un effet de ciseaux : **les créations ralentissent tandis que les disparitions progressent**.

Surtout, **l'IDE se dégrade dans toutes les régions**, y compris les plus dynamiques. **La Bretagne et les Hauts-de-France conservent la meilleure dynamique entrepreneuriale du pays, avec un IDE de 1,2, contre 1,3 à fin juin**. À l'opposé, **Provence-Alpes-Côte d'Azur reste sous le seuil de renouvellement, avec un IDE de 0,9, comme au deuxième trimestre 2026** : les disparitions de société commerciale y demeurent plus nombreuses que les créations.

Le ralentissement du renouvellement entrepreneurial est donc désormais généralisé à l'ensemble du territoire, **y compris dans les régions qui résistaient le mieux jusqu'ici**.



Profil des entreprises

Profil des entreprises

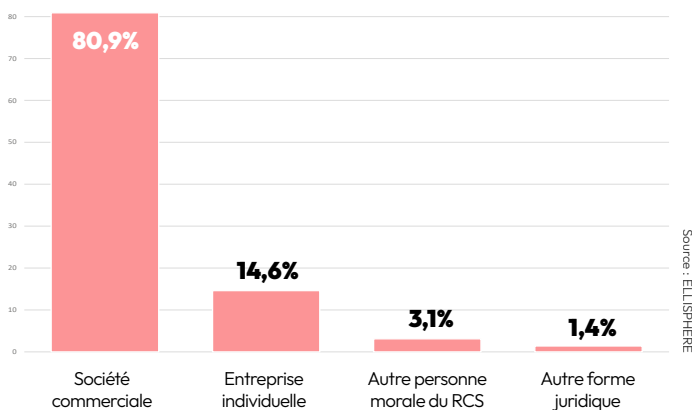
France hexagone

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

Chiffres à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

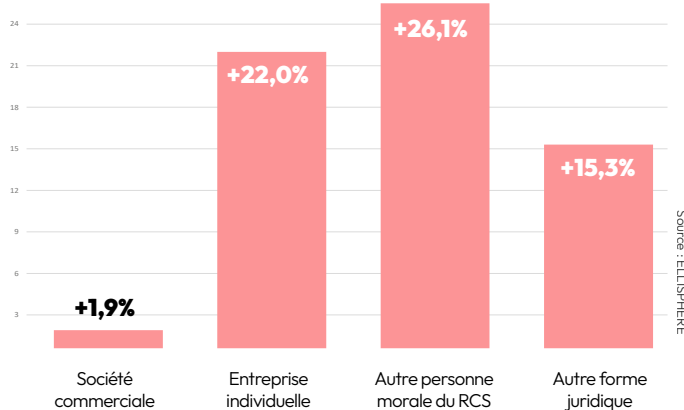
PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises



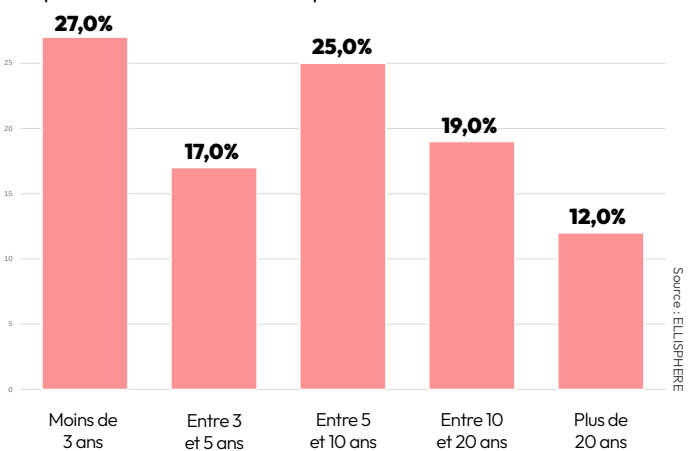
PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Evolution en % du nombre d'entreprises



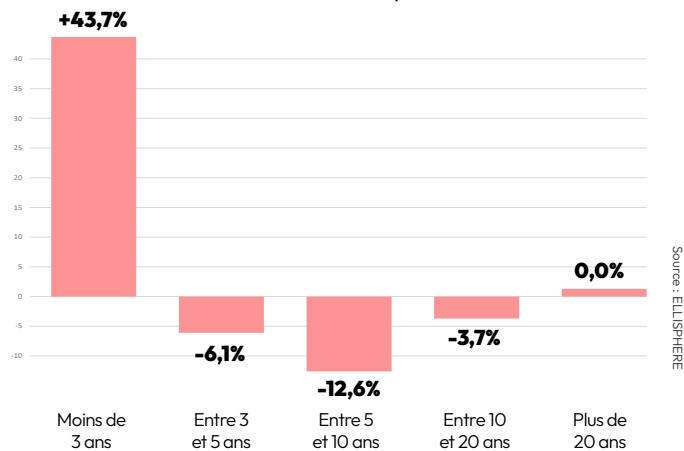
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises



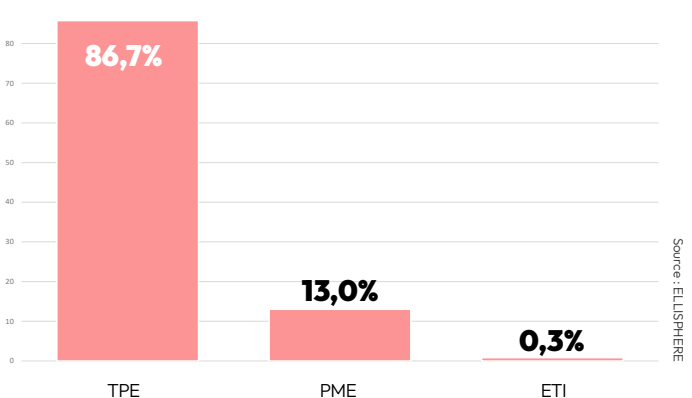
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Evolution en % du nombre d'entreprises



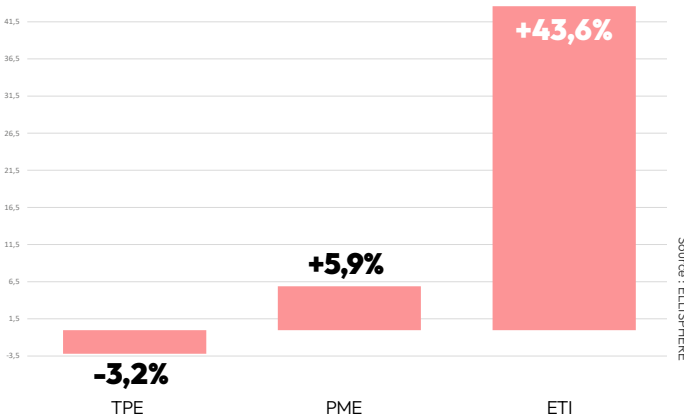
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Evolution en % du nombre d'entreprises



Profil des entreprises

Hexagone

PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

RÉGION	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis 1 an
ÎLE DE FRANCE	17 277	24,3%	+4,7%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	9 215	12,7%	+9,2%
NOUVELLE AQUITAINE	7 187	9,8%	+6,9%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	6 975	9,8%	+2,8%
OCCITANIE	6 756	9,4%	+6,7%
HAUTS-DE-FRANCE	5 391	7,6%	+4,5%
GRAND EST	4 661	6,6%	+2%
PAYS DE LA LOIRE	3 476	4,6%	+12,2%
NORMANDIE	2 742	4,0%	-6,4%
BRETAGNE	2 705	3,8%	+3,4%
CENTRE - VAL DE LOIRE	2 457	3,4%	+7,7%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	2 423	3,3%	+7,2%
CORSE	429	0,6%	-3,2%
TOTAL	71 694	100%	+5,2%

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

Source : ELLISPHERE

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage à fin juillet 2026 sur 12 mois glissants

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution depuis 1 an
Bâtiment et Travaux publics	18 451	26,4%	-0,6%
Services aux particuliers	13 336	18,4%	+8,2%
Services aux entreprises	7 885	10,9%	+10,4%
Distribution	4 867	6,9%	+1,3%
Moyens de transport	3 488	4,8%	+8,9%
Transports & Logistique	3 276	4,6%	+4,4%
Services collectifs	2 871	3,8%	+17,7%
Agroalimentaire	2 197	3,1%	+6,7%
Biens de consommation	2 065	2,8%	+7,2%
Médias & Loisirs	1 864	2,5%	+10,8%
Informatique & Electronique	1 778	2,5%	+2,6%
Agriculture & Pêche	1 805	2,4%	+15,2%
Textile habillement cuir	1 712	2,4%	-3,9%
Holding	1 319	1,8%	+6,7%
Biens d'équipement industriels	1 201	1,6%	+15%
Biens d'équipement du foyer	1 070	1,5%	-7,5%
Services financiers	823	1,1%	+12,9%
Bois Papier Carton & Imprimerie	477	0,7%	+5,1%
Métaux	444	0,6%	+2,1%
Pharmacie	172	0,2%	-5,5%
Télécommunications	145	0,2%	-7,1%
En cours d'attribution	177	0,2%	+78,8%
Energie	148	0,2%	+26,5%
Produits minéraux et Chimie	123	0,2%	-12,8%
Ensemble	71 694	100%	+5,2%

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

Source : ELLISPHERE

MÉTHODOLOGIE ELLISPHERE

Les données utilisées dans cette étude sont extraites de la base ELLISPHERE le 18 août 2026. Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN en France hexagonale dont l'activité et la forme juridique sont connues.

PROCÉDURES COLLECTIVES

Les défaillances d'entreprise sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe.

Le profil des entreprises étudiées prend en compte, à la date d'extraction : l'adresse du siège social, le code APE (NAF 2008), le statut juridique, l'année de création, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total bilan. Ce profil est établi à partir de critères géographiques, sectoriels, d'ancienneté et d'âge des entreprises.

INDICE DE DYNAMISME ENTREPRENEURIAL (IDE)

Cette étude considère les sociétés commerciales immatriculées avec SIREN et NIC en France métropolitaine dont l'activité et la forme juridique sont connues à la date d'extraction.

Le profil des entreprises étudiées prend en compte l'adresse du siège social, le code APE/NAF, l'année de création, de cessation ou de liquidation judiciaire, les effectifs, les éléments de bilans sociaux ou consolidés publiés et disponibles dont le chiffre d'affaires et le total bilan. Ces éléments de profil sont agrégés et restitués par critère géographique et sectoriel.

DÉFINITIONS

Le redressement judiciaire permet, aux entités en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; il peut déboucher sur un plan de redressement arrêté par le tribunal de commerce.

La liquidation judiciaire est une procédure pour les entités en cessation de paiement dont le redressement apparaît manifestement impossible.

Créations : le comptage des créations prend en compte toutes les entités juridiques (sociétés commerciales) dont la date initiale d'immatriculation auprès du greffe ou celle déclarée à l'INSEE est connue.

Disparitions : le comptage des disparitions prend en compte toutes les entités juridiques (sociétés commerciales) dont la date de cessation d'activité est connue, qu'il s'agisse d'une cessation hors procédure collective ou d'une liquidation judiciaire.

Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) : il est le rapport entre le nombre total de créations et le nombre total de disparitions de société commerciale sur un secteur d'activité, une zone géographique...

Le référentiel d'ELLISPHERE met à disposition de l'information économique, légale et financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE

WWW.ELLISPHERE.COM



in





ELLISPHERE

Trust. Powered by data

www.ellisphere.com

Lille – Lyon – Marseille – Paris La Défense – Nantes – Strasbourg – Toulouse – Tours

Siège social : Tour Franklin – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex

Adresse postale : Immeuble Alpierre – 74 rue Gorge de Loup – 69009 Lyon

S.A.S. au capital de 2 519 229 euros – 482755741 RCS Nanterre